

COMMUNAUTES EUROPEENNES - MESURES AFFECTANT
L'IMPORTATION DE CERTAINS PRODUITS
PROVENANT DE VOLAILLES

Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil

La communication ci-après, datée du 12 juin 1997, adressée par la Mission permanente du Brésil au Président de l'Organe de règlement des différends, est distribuée à la demande de cette délégation.

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de demander l'établissement d'un groupe spécial conformément aux articles 4 et 6 du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends, à l'article XXIII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (GATT de 1994), à l'article 6 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation et à l'article 19 de l'Accord sur l'agriculture, au sujet du régime communautaire applicable à l'importation de certains produits provenant de volailles et de la mise en oeuvre par les CE du contingent tarifaire pour ces produits convenu lors de négociations entre le Brésil et les Communautés.

Les mesures contestées sont les règles régissant l'importation des viandes de volailles relevant des codes NC 0207 14 10, 0207 14 50 et 0207 14 70 (anciennement 0207 41 10, 0207 41 41 et 0207 41 71).

Le gouvernement brésilien considère que, dans le Règlement (CE) n° 774/94 du Conseil du 29 mars 1994 (Journal officiel L91 du 8 avril 1994) et dans le Règlement (CE) n° 1431/94 de la Commission du 22 juin 1994 (Journal officiel L156 du 23 juin 1994), y compris les modifications pertinentes, les CE n'ont ni mis en oeuvre ni administré un contingent tarifaire compensatoire conformément à l'accord bilatéral conclu entre le Brésil et les CE dans le contexte des négociations au titre de l'article XXVIII:4 du GATT.

En outre, le Brésil considère que les CE ont adopté une clause de sauvegarde spéciale sur la base du Règlement (CE) n° 3290/94 du Conseil du 22 décembre 1994 (Journal officiel L349 du 31 décembre 1994) et du Règlement (CE) n° 1484/94 de la Commission du 28 juin 1995 (Journal officiel L145 du 29 juin 1995), y compris les modifications pertinentes, qui ne satisfait pas aux prescriptions des articles 4 et 5 de l'Accord sur l'agriculture.

Enfin, le gouvernement brésilien considère que les CE n'ont pas mis en oeuvre le contingent tarifaire et la sauvegarde en matière de prix de manière transparente. Il s'ensuit que, pour ce qui est des expéditions vers les CE, le Brésil n'est en mesure ni de bénéficier des droits découlant de sa qualité de Membre de l'OMC ni de savoir qu'il en bénéficie.

Le 24 février 1997, le Brésil a demandé l'ouverture de consultations avec les CE afin d'arriver à un règlement mutuellement satisfaisant de la question. La demande a été distribuée dans le document WT/DS69/1, daté du 4 mars 1997. Les consultations ont eu lieu à Genève le 11 avril 1997 et le 21 mai 1997, mais, malheureusement, elles n'ont pas permis de régler le différend.

En conséquence, le Brésil demande que le groupe spécial examine le régime communautaire applicable à l'importation de volailles et constate qu'il est incompatible avec les dispositions suivantes, entre autres:

- a) les articles II, III, X, XIII et XXVIII du GATT de 1994;
- b) les articles 1 et 3 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation; et
- c) les articles 4 et 5 de l'Accord sur l'agriculture.

Les mesures communautaires créent par ailleurs des distorsions des échanges qui annulent ou compromettent des avantages résultant pour le Brésil directement ou indirectement des Accords susmentionnés et entravent la réalisation des objectifs de l'OMC.

Le Brésil demande que le groupe spécial soit doté du mandat type indiqué à l'article 7 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

Le Brésil demande en outre que cette demande d'établissement d'un groupe spécial soit inscrite à l'ordre du jour de la réunion de l'Organe de règlement des différends qui aura lieu le 25 juin 1997.